

# QUEST

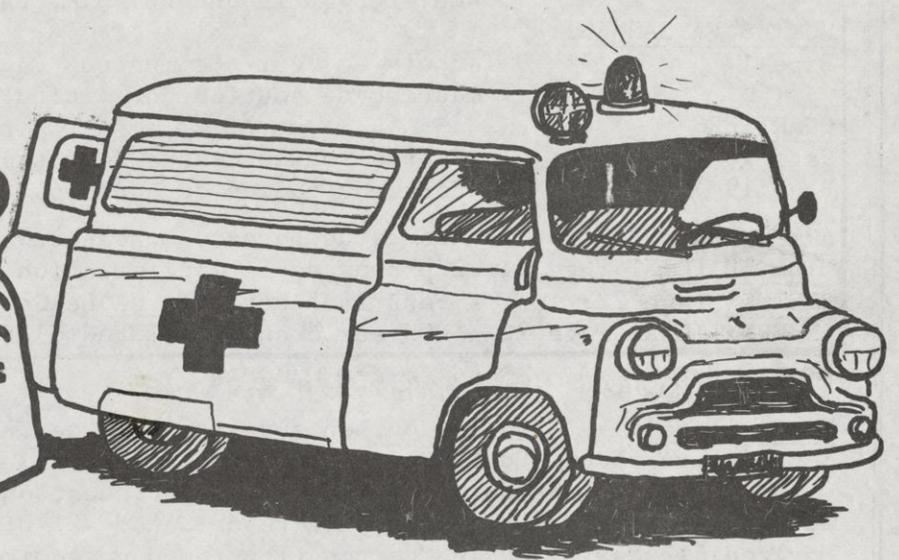
apl

# information

Bulletin régional hebdomadaire de l'Agence Presse Libération

REPRODUCTION ET UTILISATION DES INFORMATIONS ENTIEREMENT LIBRES...

**CHIC!**  
**UN DOSSIER**  
**"SANTÉ"**  
dans  
l'apl



140

10 Mai

ABONNEMENT  
12 NUMÉROS  
15,00 fr.

1,50 F

APL - 29 RUE JEAN JAURES - 44000 NANTES - LIBRAIRIE 71 - TEL. 73. 82. 48

Directeur M. Clavel

apl : périodique nantes cccap 54701

Imp. Spé. A.P.L.

apl : périodique nantes cccap 54701

# SOMMAIRE

## DOSSIER SPECIAL SANTE

- Pages 2 et 3: -L'ordre à l'école d'infirmières  
Pages 4 et 5: - Ecole d'infirmières: ça rue dans les brancards.  
Page 6 : - La MAN solidaire des travailleurs de la santé.  
-Malaise chez les infirmiers psychiatriques  
Page 7 : -.....et chez les élèves infirmiers psychiatriques.  
-CHU: le point sur la lutte des travailleurs hospitaliers.  
Pages 8 à 10: -Intervention du syndicat de la médecine générale

## ENVIRONNEMENT

- Page 10 : -Après la fête de l'auto, la fête du vélo.  
Page 13 : -ERDRE: l'action continue  
Page 14 : -Les mois passent, la menace nucléaire se précise.

## CINEMA

- Page 11 : -Kafar Kassem et l'Olivier à la salle Vasse à Nantes.

## COURRIER

- Pages 11 et 12 -A propos du festival des jeunesses communistes.

## ECOLE

- Page 15 : -Une mobilisation inégale dans les lycées  
-En bref: Un lycéen au tribunal- Chateaubriand: des auxiliaires licenciés-Facs: la grève revotée  
Page 16 : - Fin de la grève des loyers dans les cités U

## LUTTES OUVRIERES

- Page 16 : -La grève continue à la Meuse  
-En bref: Brissonneau, MIN, La Rochelle

## LUTTES PAYSANNES

- Page 17 : -Cheix en Retz/ Communiqué Paysans travailleurs au sujet du meeting de soutien aux viticulteurs

## QUARTIERS

- Page 18 : -Repression au centre de vacances  
Page 19 : -Forum du comité de soutien.

ARMEE: Page 20: -Procès de Bernard Moreau à Nantes le 18 mai Prochain

MISE AU POINT Page 21 -à propos de la manifestation du 1<sup>o</sup> mai.

BRETONS Page 22: - Pour la libération de Le Gall

INTERNATIONAL Page 22 - NON aux oranges OUTSPAN d'Afrique du Sud !!

## DE QUOI S'OCCUPER ...

Mardi 11 Mai: -- Gala de soutien aux licenciés de Sup de Co à 20 h 30 au Foyer du jeune travailleur, Bd Vincent Gache.

-- St Nazaire: "La justice en question" à la maison des jeunes.

20 heures: film: "Le procès populaire de Lens"--21 H: débat avec le juge PASCAL.

Mercredi 12 Mai: Réunion de constitution d'un comité anti Outspan à la Fraternité protestante 20 h 30; rue Amiral Duchaffault.

Jeudi 13 Mai: -- comité pour la libération de le Gall à 20 H 30 à la fraternité Protest.

-- "Kafar Kassem", film palestinien salle Vasse 20 H 30

Samedi 15 mai:-- FORUM "justice, travail social, sexualité" du comité de soutien à l'éducateur; de 10 heures à 22 H à l'école d'archi., rue Massenet.

--LORIENT: manifestation de soutien à Le Gall

--Rassemblement et manif à vélo- 15 H 30 Cours St Pierre.

Samedi 15 et Dimanche 16: Fête du PSU à St Briec

Fête de Lutte Ouvrière- Centre aéré les Noieries- Bougenais

Dimanche 16 mai: Fête du MRJC au Champ de MARS de 10 H à 17 H 30

Mardi 18 mai: -- POUR un "comité PLACE" à Nantes- Réunion de constitution à 20 h 30 UP d'Archi-rue Massenet---

-- St Nazaire: la justice en question maison des jeunes- 20 H: FILM: "pour une poignée de gros sel". 21 H: débat avec maitre Leclerc.

Travailleurs de la construction, concepteurs et exécutants (APL 130)

REUNION DU COMITE PLACE MARDI 18 MAI 20 H 30 UP D'ARCHI RUE MASSENET,

avec des camarades de la revue. "A tous ceux qui veulent remettre en cause le boulot qu'on leur fait faire et ce qui en sort, pour apporter aux usagers les informations, connaissances juridiques, techniques, pour une solidarité active à leurs luttes. Pour renforcer leurs luttes contre l'exploitation et l'aménagement capitaliste de l'espace en créant une liaison pour la solidarité, l'échange d'expériences, une analyse approfondie.

# L'ORDRE

## A L'ECOLE D'INFIRMIERES

### POURQUOI LA REPRESSIION??

Depuis Mai 68, une combativité une réflexion se sont développées dans le secteur de la santé, comme dans les autres secteurs.

Ceci aboutit à un premier point fort : les élèves infirmières en lutte en Mai-Juin 74 ont montré leur détermination quant à un changement de leur condition.

Une élève de Nantes ayant participé activement aux 15 jours de grève de juin 74 fut renvoyée pour "inaptitude" et ce, à 6 mois de son D.E.

Le pouvoir se voit acculé face à une remise en cause de plus en plus importante des stages et des cours.

Sur l'Infirmière de 76 pèsent encore toutes les traditions bourgeoises et religieuses. Etre une bonne infirmière veut dire : être dévouée, docile, soumise, gentille, souriante, parfaite technicienne de la piqure et du pansement. "Celle qui sait se taire et qui sait bien servir".

### QUI LA REPRESSIION TOUCHE??

- Les contestataires, les meneuses, les élèves combattives, syndiquées, engagées politiquement (A Clermont-Ferrand, une élève n'est pas admise à passer son D.E si elle n'abandonne pas toutes ses activités politiques et syndicales ; le chantage a réussi, elle n'a pas passé son D.E)
- Les élèves qui par leur pratique, leur vie ne correspondent pas au modèle idéologique parfait (A Tours, 2 élèves renvoyées parce qu'elles étaient mères célibataires).

### SELECTION PAR...

#### LES DIPLOMES:

En février à Nantes, sur une promotion de plus de 90, 7 admissions avec le concours d'entrée.

#### L' ARGENT

Avec des horaires chargés (8h par jour au minimum) et 1 mois de vacances seulement, les E.I. n'ont pas la possibilité de trouver un job pour subvenir à leurs besoins.

Soit les élèves ont la chance d'avoir des parents ou un conjoint qui les soutiennent financièrement (ce qui implique une dépendance), soit elles essaient de vivre en travaillant les week-end et la nuit aux dépens de leur santé.

### LA RESTRICTION DES PROMOTIIONS

Le nombre d'élèves bénéficiant de la promotion sociale est de plus en plus réduit. Les promotions professionnelles doivent avoir 5 ans d'ancienneté et des notes de service très correctes. Il existe de plus un nombre fixe et limité de personnel ayant droit à cette promotion.

### L'IDÉOLOGIE

Par des entretiens individuels préliminaires avec la direction. Il peut être également demandé des certificats "de bonne conduite" des employeurs aux élèves ayant travaillé auparavant.

### LA REPRESSIION QUOTIDIENNE IL FAUT SE SOUMETTRE

#### - A l'intérieur de l'Etablissement

Une tenue correcte, une politesse et une courtoisie sont exigées. Les adjoints jouent un rôle de flic. Refus des communications téléphoniques avec l'extérieur. Interdiction ou limitation du droit d'affichage (exemple : arrachage des tracts syndicaux CGT, CFDT.). Limitation du droit de réunion.

#### - En stage

Toute absence, motivée ou non doit être rattrapée. Dans certaines écoles, s'est institué le pointage (Angers, Caen). Dans les stages, les surveillantes prennent le relais de la direction en faisant peser la crainte du rapport de fin de stage.

#### - En cours

Plus de trois absences entraînent qu'on revienne en "colle", si renouvellement, on passe en Conseil Technique. Les monitrices sont tenues d'assister au cours pour contrôler les absences, et dépister les esprits trop critiques, trop contestataires. Chaque élève a un dossier où est inscrit minutieusement toute absence, toute attitude en cours et en stage. Les professeurs sont tenus de faire un rapport sur le contenu de leur enseignement, la participation des élèves...

#### - A l'Internat

Contrôle des entrées et sorties ; sont signalées les sorties trop fréquentes et trop tardives. Les feuilles de week-end obligatoires doivent préciser le lieu et la date de départ de l'Internat. Limitation des visites au hall d'entrée en ce qui concerne les personnes étrangères à l'Ecole.

.../...

## ③ SPECIAL SANTÉ

Les chambres sont fouillées et contrôlées en l'absence des élèves (réprimandes sur la tenue des chambres).

### PRESSIONS INDIVIDUELLES

N'importe quel prétexte est bon et justifie une entrevue avec la directrice, dossier de l'élève à l'appui : inaptitude à la profession, mauvaise intégration, manque de participation aux cours, sème la zizanie le désordre, manque de motivation à la profession, etc... Alors, on menace de redoublement ou de renvoi, on reçoit un sermon moralisateur qui nous remettra dans le droit chemin.

## LES ORGANES DISCIPLINAIRES INSTITUÉS

### LE CONSEIL TECHNIQUE

La direction est assistée d'un Conseil Technique. Celui-ci est appelé à donner son avis sur les questions concernant l'enseignement et notamment l'élimination des élèves "inaptes". Cette élimination peut intervenir à tout moment (même à 6 mois du D.E.).

### LE CONSEIL DE DISCIPLINE

Il siège rarement, mais existe et est encore brandi comme menace par certaines directrices ayant besoin d'affirmer leur autorité (la direction des hôpitaux leur fait jouer un rôle de gendarme et les tiennent responsables de tout ce qui se passe sur les écoles).

### CAS FLAGRANTS DE REPRESSION

Depuis quelques temps les C.T. se succèdent. Les motifs invoqués :

- Absentéisme : Mais pourquoi sommes-nous absents ? Par fatigue (obligation pour certaines de travailler à l'extérieur). Par ras le bol d'assister à des cours inintéressants, parfois n'ayant pas de rapport avec notre pratique dans les services.

- Insuffisance intellectuelle : la direction juge souvent les notes insuffisantes. Sommes-nous toujours disponibles, sans contraintes, ni charges familiales, ni problèmes pour pouvoir accéder à cette profession.

Il existe des tas d'autres motifs pour passer en C.T. et en C. de Discipline...

### COMMENT LUTTER ....

A Nantes, il nous a paru nécessaire de s'allier avec les travailleurs hospitaliers en créant une section syndicale.

Nous sommes partie prenante des luttes des travailleurs et plus particulièrement du secteur de la santé. Nous voulons pouvoir décider d'une action commune avec eux. L'isolement rendant la lutte inefficace.

### .... DANS LE QUOTIDIEN.

- Briser l'isolement avec l'extérieur :

- En maintenant des liaisons constantes avec les professionnels.
- En popularisant notre situation, nos revendications.

- Briser l'isolement entre les élèves :

- En luttant contre la direction qui divise pour mieux régner.
- En établissant des liens avec les monitrices qui, elles aussi, subissent la répression qu'exerce la directrice.
- En imposant un droit d'expression.
- En exigeant des assemblées générales, à date fixe, reconnues par la direction.
- En boycottant les appels, les pointages en stage.

### .... CONTRE LE CONSEIL TECHNIQUE

- Refus d'y participer dans la mesure où la participation revient à cautionner des renvois, des sanctions...

- Représentation plus importante d'élèves.

- Ouverture des dossiers des élèves devant les déléguées ou les élèves intéressées.

- Pour briser le huis clos des conseils.

- Tenue de meetings, d'assemblées générales lors de passage aux conseils techniques.

- Que toutes les élèves demandent à passer au Conseil, voire s'y imposent par solidarité.

Tout cela avec des points d'interrogation dans la mesure où le débat n'a pas eu lieu. Il s'agit plutôt de suggestions.

### CONCLUSION

Ce dossier n'est qu'un début qui peut servir de base de discussion dans les groupes. Il pose les problèmes, mais n'entend pas les résoudre. Le débat continue, en particulier en ce qui concerne les formes de lutte et d'action. Toutes les idées sont bonnes à creuser.

EXTRAITS D'UN DOSSIER  
C.FDT

"L'ORDRE A L'ECOLE D'INFIRMIERES"

## ECOLE D'INFIRMIERES :

# "ÇA RUE DANS LES BRANCARDS"

Lors des rencontres nationales, les élèves-infirmières avaient décidé une semaine d'action du 3 mai au 8 mai dans toutes les écoles de France.

A NANTES, (comme à Angers), les élèves-infirmières se sont mises en grève toute la semaine sur les revendications suivantes :

### REVENDICATIONS

- Une rémunération tous les mois pendant les 28 mois d'étude.

- Une rémunération des stages à temps plein. Actuellement, les élèves ne touchent rien, sauf pendant les trois derniers mois de temps plein à l'hôpital (700F par mois). Ces 700 F peuvent être légèrement augmentés (de l'ordre de 300 F) si l'élève accepte un contrat d'un an avec l'hôpital, ce qui donne : 2 152 heures de stage à l'hôpital, soit 28 mois de formation, plus d'un an de travail effectif pour une rémunération totale de 2 100 F (700 x 3), soit moins de 1 F par jour, de l'heure !

Une enquête faite par les élèves sur 213 fiches donne les renseignements suivants :

Sur 213 élèves :

- 39 % touchent une bourse,
- 15 % appartiennent à la promotion sociale et professionnelle,
- 46 % ne touchent rien.

Revenu de ces 213 élèves par mois :

- Moins de 100 F : 71
- de 100 F à 200 F : 17
- De 200 F à 300 F : 26
- De 300 F à 400 F : 32
- De 400 F à 600 F : 21
- De 600 F à 1 000 F : 7
- Plus de 1 000 F : 39

- Remboursement des frais occasionnés par les 28 mois d'études :

- Des blouses fournies et entretenues par l'hôpital,
- Transports remboursés (stages à domicile, à la Chapelle/Erdre, La Droitière et prochainement Montbert),
- Refus des 80 F par an, appelés "droits d'inscription".

- Liberté d'expression, de réunion, d'affichage (interdit actuellement).

- Une formation pédagogique plus ouverte, qui parte davantage de la réalité :

- Pour analyser les besoins de santé (exemples : étude des conditions de travail, place de la santé dans le budget national).

• Pour analyser les différentes manières d'y répondre actuellement (étude critique et non seulement informative des structures sanitaires).

• Pour collaborer avec les autres travailleurs de la santé et unifier les perspectives.

• Pour développer l'aptitude à penser, à agir et acquérir la maturité d'esprit nécessaire pour assumer des responsabilités sur le plan humain, professionnel et civique.

- Des congés maladie et maternité décents. Actuellement, les élèves ont droit à 15 jours ouvrables de congé maladie et maternité (sur 28 mois !).

- Suppression du Contrat moral qui est signé (depuis 75) en début de formation avec l'hôpital (engagement à un an de travail à l'hôpital sans contrepartie !).

### NON A LA REPRESSION !

- Que les élèves qui veulent une analyse plus critique de notre formation à l'école ou en stage n'en fassent pas les frais.

- Que le règlement intérieur de l'Internat ne soit pas décidé d'en haut, mais élaboré avec les intéressés.

## LE DÉROULEMENT DE LA GRÈVE

Une A.G. est appelée pour le mardi 4 mai. (Le droit à une A.G. tous les premiers mardis du mois a été acquis lors des luttes précédentes).

319 élèves présentes sur 450. Après un exposé des différentes revendications, des monitrices (appelées par les élèves) sont venues affirmer leur solidarité avec les revendications, principalement sur les problèmes pédagogiques. Suite à quoi, la grève a été votée à une grande majorité (arrêt complet des cours et des stages jusqu'au jeudi soir).

Un Comité de grève composé des déléguées des différentes promotions plus des volontaires, a été désigné ; Comité réclamé notamment par des filles ne "voulant pas entendre parler de politique" donc pas de syndicats.

Autres décisions de l'A.G. :

mercredi : on arrête tout et on réfléchit ;  
jeudi : on manifeste.

**LE MERCREDI** effectivement, tout le monde prend la lutte en charge :

- Le matin en organisant des piquets d'explication aux lieux des stages et en cours, en allant à l'hôpital pour avoir le soutien des médecins et pour informer les travailleurs.

## ⑤ SPECIAL SANTÉ

- l'après-midi en organisant des discussions en commissions sur les différentes revendications, avec une A.G. de bilan.

Deux positions se sont exprimées à propos du statut, nécessitant un vote.

. 90 étant pour un statut spécifique aux élèves comprenant une allocation d'études.

. 104 étant pour un statut de travailleur en formation (repris par la CFDT) équivalent à un salaire égal au SMIC, indexé sur le coût de la vie et tous les avantages que peuvent avoir les travailleurs de la santé.

### JEUDI 6 MAI

### "JOURNÉE NATIONALE D'ACTION"

Pour Nantes c'est la journée "manif", la plupart des E.I. sont là sauf les jaunes.

Après un détour par Saint Jacques, la manif va à la DASS (Direction de l'Action Sanitaire et Sociale) où les élèves rencontrent Sagot, directeur de la DASS qui se montre très étonné et très incapable, bien évidemment !

Un pique-nique avec les travailleurs de la DASS a lieu sur les pelouses de la MAN (Maison d'Administration Nouvelle).

Notons au passage que Presse-Océan parle du pique-nique des bichettes. Merci les bichons !

L'après-midi, la manif va vers l'hôtel de ville, pour rencontrer un nou-

vel étonné : l'adjoint au maire.

Un tour en ville, puis elle va au C.H.U. pour rencontrer cette fois REYNAUD directeur du C.H.U. "étonné" lui aussi.

Le tract distribué pendant cette manif a été bien accueilli par la population.

## VENDREDI

Entrevue avec la directrice de l'Ecole d'Infirmières, très démagogique. : "Vous êtes bien mignonnes, mais il vaut mieux reprendre les cours sagement !"

Toutes les revendications sont refusées :

Exemple : pour l'affichage, la directrice a accepté l'affichage des bals, mais rien d'autre !

L'après midi les élèves se réunissent de nouveau en commissions.

Elles apprennent avec joie que les monitrices vont peut-être partir en grève, ainsi que le personnel administratif en solidarité avec le C.H.U.

Lundi, une nouvelle A.G. doit décider de la poursuite ou non de la grève.

Le 13 mai se réunit le conseil d'Administration. Le problème est de savoir s'il faut arrêter la grève jusqu'au 13 mai ou s'il ne vaut pas mieux ne pas céder face à la démagogie de la directrice.

(La suite la semaine prochaine)

Ecrit après discussion avec un membre du Comité de grève.

## ON A CRIÉ, REVENDIQUÉ ...

Refrain :

On a crié, revendiqué  
Pour du fric pendant toute l'année  
Ces messieurs nous ont écouté  
mais gare à eux car nous sommes entêtés

Sous le soleil du beau 6 mai  
De notre école jusqu'à la DASS  
De la mairie au CHU  
En passant par la ville bien entendu

Tous unis dans le même combat  
Privilégiés, boursiers ou pas  
Il faut lutter, toujours lutter  
Si nous voulons dans un proche avenir gagner

Droits d'inscription à supprimer  
Que nos transports soient remboursés  
Nos blouses données, lavées repassées  
Pour les temps pleins, le SMIC est bien mérité

Pédagogie mieux orientée  
Des intervenants moins guidés  
Si la formation est bidon  
Tous les malades un jour ou l'autre en souffri-

ront  
Un appui des hospitaliers  
Usagers solidarité  
Que les crédits soient accordés  
Nous pourrons mieux assumer notre métier.

(Sur l'air de Buons encore une dernière fois).

## NOUVELLES DE LA MAN.

(MAISON D'ADMINISTRATION NOUVELLE)

Jeudi 6 mars la journée d'action sur les conditions de travail et de sécurité. L'intersyndicale de la MAN (Maison d'Administration nouvelle) appelait à un pique-nique sur les pelouses afin de respirer l'air qui fait défaut dans le bocal hermétique qu'est la MAN.

### TRAVAIL ET SÉCURITÉ

A la MAN, on est bien placé pour en parler! Le local nous le connaissons :

- Air conditionné : brusque chute de température, courants d'air entraînant sinusites, maux de gorges... et les chutes de poussières carbonisées. Et en cas de maladies infectieuses ? Quels sont les risques de contagion ?

- Lumière : Pour le coût scandaleux de 700 millions d'A.F. par an, combien parmi nous ont la vue esquincée.

- Espace : Où en sont les 13 m<sup>2</sup> individuels, on recrute, on tasse jusqu'à quand ?

- Bruit : Si vous avez réussi à vous concentrer, vous avez gagné. Nos "chefs" eux, y sont parvenus. Ils se sont calfeutrés dans les bureaux (alors que le personnel, lui, travaille sur des plateaux sans séparation les fameux plateaux paysages). Quant au public, on ne voudrait pas être à sa place : être obligé de débiller sa vie devant tout le monde (action sanitaire et sociale), ça n'a pas d'importance sans doute ?

Par contre quand nos responsables prennent des décisions nous concernant, il leur faut le secret du bureau; Pourquoi ?

- Déplacements : dans certains services où les déplacements à grandes distances sont journaliers (CETE : équipement) la couverture sociale en cas d'accident de voiture est négligeable.

On pourrait allonger la liste déjà longue des mauvaises conditions de travail, mais ce n'est pas tout, car pour venir dans ce foutu local c'est toute une histoire. Demandez à ceux qui prennent le bus !

Le comité de gestion comme l'avait prévu les syndicats ne sert à rien. C'est à nous de prendre notre sort en main. Seul le combat paiera !

En fait, la date du 6 mai pour le pique-nique était bien choisie car les élèves de l'école d'infirmières étaient venues manifester à la MAN, le matin (pour poser leurs revendications au Directeur de la DASS dont elles dépendent. (cf. texte de l'Ecole d'infirmières).

Après avoir circulé dans les différents plateaux, les élèves-infirmières tenaient elles aussi un meeting pique-nique sur les pelouses avec le personnel de la MAN.

Au total c'est près de 400 personnes qui se sont retrouvées là. Des prises de paroles ont eu lieu, expliquant les problèmes respectifs de l'Ecole d'infirmières et de la MAN. Le pique-nique a permis aussi de nombreuses discussions entre deux boîtes en lutte et ce n'est pas si souvent que cela est arrivé.

Correspondant A.P.L.

## MALAISE CHEZ LES INFIRMIERS PSY.

Au CHR, avec les employés de l'hôpital et les élèves infirmières, les infirmiers psychiatriques (450) de l'hôpital St Jacques manifestaient aussi leur malaise.

Ils se sont regroupés en A.G. vendredi dernier à l'appel de la CGT, CFDT, et F.O. A l'ordre du jour, un roulement nouveau largement adopté par les infirmiers psy, et refusé depuis un an par la direction. Ce nouveau roulement donne trois avantages :

- 2 week-end de libres par mois au lieu d'un seul ;
- Moins de 5 journées de travail à la suite (actuellement, ils en font 7).
- Une jonction de 50 mn entre les 2 équipes ce qui permet le contact et la transmission orale (transmission de 14 mn actuellement).

Les responsables syndicaux ont prévu de rencontrer les différents chefs de service la semaine prochaine. Mais les présents à l'A.G. semblaient tous décidés à passer à l'action, et nombreux étaient ceux qui relançaient le débat sur les modalités d'actions plus dures ; grève et blocage des salaires de l'Hôpital.

Un sursis a été accordé aux dirigeants jusqu'au 15 mai, à la prochaine A.G. où les employés ne toléreront que des propositions d'actions concrètes.

(à suivre)

CORRESPONDANT A.P.L.

## ET CHEZ LES ÉLÈVES INFIRMIERS PSY.

Les élèves infirmiers (travailleurs en formation payés au SMIC) étaient présents à l'A.G. du 7 mai et ont reposé les motifs de leur récent mouvement de revendications.

- 4 élèves ont comparu devant le conseil technique de l'École. Celui-ci a décidé de vider 2 élèves compte-tenu des notes de stage des 6 premiers mois alors que 3 élèves sur 4 ignoraient tout de la médiocrité de leur note.

- Après avoir recueilli le soutien des infirmiers présents, l'ensemble s'est

inquiété du peu de nombre d'infirmiers psy en formation, et de la diminution des effectifs en prévision, alors qu'ils s'estiment déjà insuffisamment nombreux pour développer une psychiatrie plus humaine (Secteur, etc..)

L'ensemble avait tendance à accuser les pouvoirs publics de délaissier de plus en plus le secteur hospitalier public. Celui-ci commence à faire les frais des restrictions

AU TOTAL : un mouvement revendicatif de plus en plus fort, une base qui tend à dépasser les représentants syndicaux. Mais toujours peu de choses quant à leur rôle socio-psychiatrique répressif, etc...

Correspondant A.P.L.

## C.H.U. LE POINT SUR LA LUTTE

Au CHU, la grève administrative continue : blocage des fiches de facturation (perte pour l'hôpital : 500 millions d'A.F. par semaine), Bien que les soins et consultations demeurent assurés, les secrétaires administratives sont isolées dans leur bureau (aucun soutien de la part des services de soins et très peu de la part des sections syndicales) Pourtant, elles ont revoté la grève mardi matin. Les fiches de consultation sont bloquées dans chaque secrétariat, au lieu d'être transmises à la Sécurité Sociale. C'est la position de la CGT, alors que la CFDT proposait une centralisation des fiches, pour éviter leur récupération par des pressions individuelles de la direction. La direction ne réagit pas depuis 15 jours, elle préfère attendre un pourrissement du mouvement : en laissant croire que les salaires de juin ne seraient pas versés si les fiches ne sont pas rendues.

La division entre catégories du personnel maintenue par les différences de primes (infirmières : 250 F, aides-soignants : 100 F, Agents des Services Hospitaliers : 50 F, Agents de Service intérieur et agents administratifs : 0 F) se ressent au niveau de la solidarité.

L'information des malades est limitée : ils

**EXTRAIT  
D'UN ENTRETIEN AVEC  
DES AGENTS DE SERVICE  
HOSPITALIERS**

ne sont pas reconnus capables d'avoir une opinion et il est donc pratiquement interdit au personnel de leur parler de son mouvement de grève.

Un point fort cette semaine, la participation à la journée nationale du 13 mai qui se traduira à l'hôpital par une grève générale (service minimum). Vendredi une commission technique paritaire (direction/Syndicats) se réunira pour discuter des revendications, mais il n'y a pas grand chose à en attendre... Le problème se pose maintenant de la liaison avec les autres hôpitaux en grève et avec l'école d'infirmières en grève malgré le peu d'empressement des directions syndicales à populariser le mouvement.

L'UFFA (Fonctionnaires de la MAN, services municipaux, DASS, hospitaliers...) a apporté son soutien et a même proposé son aide en cas de coup dur : cette possibilité d'extension du mouvement n'est pas vue d'un bon œil par les directions syndicales. Cette politique d'austérité (restriction de crédit de 2 milliards au CHU, 56 postes créés sur 184 demandés) laisse présager la réforme hospitalière qui prévoit une séparation entre médecine gratuite et rapide en hôpital, et une médecine plus lente de "qualité" payante à 50 % en clinique privée.

A Laënnec, mouvement sur les mêmes revendications, plus lutte pour la création d'une crèche.

Aujourd'hui, les travailleurs de la santé se battent contre cette politique, et pour imposer un meilleur service public pour les usagers.

# Intervention du Syndicat de La médecine générale colloque régional de la santé (samedi 28.2.76)

Tout le monde est ici conscient de ce que représente la médecine libérale.

Depuis quelques dizaines d'années les possibilités techniques et scientifiques de guérir un grand nombre de maladies ont considérablement augmenté. L'efficacité médicale est devenue réalité et il est inutile de s'étendre dessus. Mais parallèlement, on constate que le système médical, très coûteux, est impuissant à augmenter, l'espérance de vie, sauf dans la période périnatale et ne parvient plus à réduire la morbidité globale, que l'infirmité, l'angoisse, la maladie, la mort sont de plus en plus difficiles à supporter.

La programmation de la naissance, de l'élevage d'un enfant, de la santé d'un adulte, du vieillissement entraîne une demande accrue et inépuisable d'intervention d'un ou des techniciens nécessaires réduisant d'autant d'autonomie personnelle.

Il paraît donc bien y avoir une inadéquation de plus en plus marquée entre la demande et les possibilités de réponse de la médecine.

Les différents aspects bien connus et déjà dénoncés de cette inadéquation radicale entre la médecine et la santé des travailleurs nous paraissent être :

1 - Une industrie pharmaceutique uniquement orientée vers la recherche de profits de plus en plus exorbitants :

- Qui commercialise des produits dont seule une minorité a une action chimique réelle (200 sur les 11 000 vendues en France d'après Pradal) le reste étant constitué de spécialistes bidons dont le seul intérêt est d'accroître le profit des laboratoires,
- Qui a conquis ou presque le monopole de la formation des médecins sur les médicaments et qui les matraque de publicité mensongère et luxueuse, passant trop souvent sous silence les inconvénients ou la toxicité des produits ?

2 - Les cliniques privées, ENTREPRISES CAPITALISTES, entièrement soumises à la loi du profit et sans implantation répondant aux besoins réels de la population.

3 - Le caractère libéral de la médecine, qui fait de chaque médecin, en même temps qu'un petit ENTREPRENEUR, un travailleur au RENDEMENT, rémunéré en fonction du nombre des consultations, ce qui le pousse à n'effectuer que des actes "rentables" ; à multiplier les actes de plus en plus brefs au détriment des tâches d'infor-

mation sanitaires de la population et des tâches de prévention qui sont loin de se limiter aux seules vaccinations. Qui favorisent la prescription immédiate de médicaments souvent "cache-misère" la rédaction de l'ordonnance intervenant comme une "mise à la porte" afin de faire entrer le client suivant.

4 - Une technicité sophistiquée et coûteuse, nécessaire bien sûr parfois, mais qui a besoin d'être amortie très vite. Elle pousse, là encore, au rendement mais surtout sur le plan strictement médical, elle fait passer avant la réflexion et le dialogue, l'exploration "tout azimut" par un spécialiste de plus en plus strictement limité dans son champ de vision du malade ce qui nécessite de multiples interventions parallèles, sans synthèse de la personne.

5 - L'inégalité devant la maladie et la mort (cf. enquête du CREDOC : 1970). Malgré l'aide apportée par la S.S. la consommation médicale reste encore très inégale, non pas tant d'ailleurs en fonction du revenu, qu'en fonction du degré d'instruction et de la dimension de la famille. Les inégalités des plus importantes sont cependant constatées dans le recours aux soins les plus spécialisés, les catégories les plus favorisées étant les principaux consommateurs.

## Ce que nous voulons privilégier

dans l'intervention d'aujourd'hui, c'est l'explication de la rupture que nous voulons opérer avec la finalité actuelle de la médecine, avec le rôle essentiel que lui a attribué la classe dominante pour servir ses intérêts. En effet, le fonctionnement de la médecine libérale et de tout le secteur santé ne peut être compris s'il n'est pas replacé dans le cadre de la société.

La santé n'est pas une qualité intrinsèque, elle n'existe pas en soi. Si elle est, aussi, selon l'OMS un état de "bien être social" le secteur santé ne fonctionne pas pour lui-même. Ses rouages ont un rôle à jouer dans une situation économique et politique d'ensemble.

La médecine est actuellement devenue un atelier de réparation et d'entretien destiné à maintenir en état de fonctionnement l'homme usé par une production inhumaine. C'est pourquoi, nous médecins, ou plutôt, travailleurs de la santé, nous ne nous considérons pas comme les exécuteurs neutres d'une technique reposant sur des bases scientifiques universelles et incontestables.

...

Il nous faut attaquer le mythe, bien galvaudé, de la neutralité médicale, en analysant son rôle et ses méthodes dans la société bourgeoise d'aujourd'hui.

## • A - cette soit disant science :

sur laquelle repose la médecine tend à réduire toujours plus la place de la nature humaine à sa plus simple expression ; à diviser l'homme en organes que l'on décrit, et en grandes fonctions que l'on isole : respiration, circulation, reproduction, digestion.

La maladie n'est plus alors que le trouble d'une fonction ou l'atteinte d'un organe. Déformée par cette approche, la perception d'un individu dans sa totalité n'est plus possible. La vision de l'homme dans sa réalité sociale, dans la relation avec son milieu (famille, travail, logement, loisir) n'a aucun intérêt pour le médecin formé pendant ses études à reconnaître un symptôme inscrit dans un organe.

Actuellement, les études médicales faites uniquement en milieu hospitalier, dirigées uniquement par des spécialistes variés et sans lien entre eux, ne font que renforcer cette tendance. Le médecin ne s'attachera qu'aux symptômes connus, ceux qui, selon ce qu'il a appris, donnent à la maladie son essence, au détriment de ceux propres au malade qui révèlent quelque chose de lui-même, de sa vie, de son devenir.

Malheur à celui qui ne rentre pas dans le cadre pré-établi et programmé de la santé ou de la normalité. Le médecin est cantonné dans un rôle de technicien capable de reconnaître et de soigner un organe ou une fonction malade :

- Qu'il s'agisse de grippe ou d'accident de travail, de calculs ou d'insomnie, de brûlures d'estomac ou de mal dans le dos, c'est toujours la même attitude qui domine : isoler les symptômes et prescrire le médicament, le régime ou l'opération adéquate, quelque soit la véritable cause du mal.

La médecine répare les malades, elle ne soigne pas, si même, elle guérit souvent

## • B. une telle conception de la médecine :

si elle limite considérablement le champ d'intervention des médecins a par contre bien des avantages pour la classe dominante.

1 - Elle ouvre la voie à un accroissement ininterrompu de la consommation médicale. A chaque symptôme différencié, devra correspondre une solution particulière, qu'il

s'agisse :

- d'un acte chirurgical,
- d'un médicament,
- d'un acte para-médical (massages, radios, rayons, cures).

C'est ainsi qu'une douleur abdominale à droite débouche sur une opération d'appendicite dont paraît-il 15 % seulement sont justifiées par un appendice vraiment malade et dont le nombre varie du simple au triple selon certaines villes ou régions de France.

Il y a ainsi, un marché considérablement ouvert au secteur commercial de la médecine.

2 - C'est aussi de cette médecine de symptômes que se nourrissent les laboratoires pharmaceutiques - seul secteur de l'industrie dont la croissance n'a pas été touchée par la crise. A chaque symptôme, l'industrie pharmaceutique trouve une réponse sous forme de médicament et sa publicité (presque 20 %) de son chiffre d'affaire) s'efforce de créer le réflexe chez le médecin :

- Jambe lourde : tel produit
- Vieillesse cérébrale : tel produit
- Mal de vivre : tel produit

3 - Le médecin, savant et technicien, détenteur d'un savoir jalousement gardé, apparaît comme le mage de la société libérale ; celui dont les techniques toujours en progrès pourront peu à peu résoudre tous les problèmes, feront disparaître la maladie assureront à tous bien-être et santé. Les pouvoirs qui lui sont conférés sont de plus en plus larges. Le développement de la réanimation le rendent capable de décider du normal et de l'anormal, de la vie et de la mort. L'individu est dépossédé du pouvoir qu'il a sur son propre corps, exploité comme producteurs d'ailleurs. On lui retire sa responsabilité sur ce qu'il a de plus précieux : son propre corps = malade ou non. Celui-ci doit être abandonné au pouvoir d'un spécialiste.

## • Ainsi, au siècle de l'éducation,

jusqu'à 16 ans et des mass-médias envahissants, nombre de domaines autrefois d'ordre domestiques sont monopolisés par les médecins :

- l'alimentation du nourrisson,
- les maladies bénignes de l'enfant (varicelles, rougeoles, rhinopharyngites),
- cauchemars nocturnes, etc...

Même si elle reconnaît une maladie et mesure sa bénignité, une mère de famille n'ose, ni ne peut s'empêcher d'appeler le médecin ; même s'il reconnaît et mesure la bénignité de sa grippe, un adulte ne peut se passer

du médecin.

Les petits problèmes psychologiques sont confiés au médecin, au pédiatre à l'orthophoniste, au psychologue. On ne peut plus mourir chez soi car le développement des techniques pousse médecins et famille à penser qu'il y a toujours quelque chose de plus à faire et ni le logement, ni le travail à l'extérieur ne permettent des soins constants et prolongés.

4 - Enfin, cette conception de la médecine permet d'éluider constamment le rôle joué par les conditions de vie dans la genèse des troubles.

Nombreux sont les symptômes liés au malaise à vivre dans une société qui n'est pas organisée pour la satisfaction des aspirations des travailleurs.

Les producteurs dépossédés du pouvoir, enchaînés à une tâche parcellisée, sont réduits constamment à lutter pour s'assurer un minimum vital.

Le chômage progresse, soit comme réalité, soit comme menace toujours présente.

Les vraies vacances sont réservées à une minorité. L'information est massive mais déformée et orientée. La consommation est présentée comme un but en soi... Tout cela les médecins refusent de le voir, ça ne les regarde pas, c'est complètement étranger à leur action. Ils s'intéressent au corps, à l'organe où la maladie se développe. Tout ce qui dans la maladie est une protestation contre le mode d'existence, tout ce qui est demande, souvent désespérée d'une aide ailleurs refusée, tout cela est médicalisé par le médecin et rapporté au trouble d'un organe. Les "nerfs" sont souvent notre ultime réponse et ils n'expliquent malheureusement rien.

Pour être juste, beaucoup de médecins, dans leur pratique journalière sentent confusément qu'ils sont actuellement le seul recours au mal de vivre de beaucoup mais, ni leur formation, ni leur condition de travail ne leur permettent d'intervenir, ou, s'ils le veulent, on leur dénie ce droit et cette possibilité.

Comment un médecin généraliste qui voit dans sa journée 30 ou 40 malades peut-il trouver le temps nécessaire pour suffisamment écouter?

Comment peut-il intervenir d'une façon efficace sur l'employeur, sur l'urbanisme, sur le manque de transports, sur la menace de chômage, etc...?

En définitive, la place du médecin dans la société se réduit à une fonction bien définie:

-assurer un développement toujours plus en plus grand de la société industrielle,  
-réguler l'absentéisme dans les entreprises

en assurant une main-d'oeuvre disponible et docile,

-enfermer le malade dans une relation duelle qui lui interdit de prendre conscience du rôle joué par sa situation d'exploité dans la genèse de ses troubles,

-le distraire par là-même, de sa participation à la lutte collective contre les véritables causes de son malaise,

-lui donner l'impression que la technique peut résoudre tous ses problèmes.

**C'est en partant** de cette analyse qu'un petit nombre de médecins ont décidé de créer le syndicat de médecine générale, avec entre autre comme objectifs:

-la lutte contre la cause véritable de la maladie,

-la transformation des conditions de travail du médecin,

-l'opposition à l'entreprise du profit sur la médecine.

Mais si nous avons décidé de lutter contre le rôle économique et idéologique que nous fait jouer le système social, nous sommes conscient de l'impossibilité d'un combat limité à notre seul secteur. D'où, la nécessité d'articuler notre pratique avec les luttes que peuvent mener les travailleurs de la santé et les autres couches de la population contre le système de santé dans son ensemble. Et, il semble bien que, pendant longtemps, la santé a représenté un point fort et stable de la société, de nombreux objectifs se font maintenant jour, à la lumière du contexte général de crise: -d'un côté le capital à la recherche d'une transformation de la médecine libérale qui ne correspond tout à fait à ses intérêts, -de l'autre, les usagers avec: la lutte des consommateurs contre le prix des médicaments, la mobilisation sur les accidents de travail et contre la médecine patronale, l'émergence des problèmes sexuels de la jeunesse, la prise de conscience des conditions de logement de transport etc... comme cause de maladies.

**Aussi localement**, nous faisons 2 propositions d'intervention précises.

a) Nous pourrions, un peu, à l'exemple de ce qui s'est fait l'an dernier sur le Sillon de Bretagne, développer dans les usines et les quartiers, un travail sur l'industrie pharmaceutique dont nous serions partie prenante et auquel nous pourrions intégrer le refus de la visite médicale par les délégués des laboratoires.

b) Il pourrait se créer une commission commune, chargée d'étudier et de mettre en place une structure médicale de quartier.

## (11) SPECIAL SANTE

regroupant les différents travailleurs de la santé, et intégrant la prévention aux soins, en prenant en compte toutes les causes de la maladie, structure qui n'aurait pas la prétention de s'ériger en modèle

santé, mais qui, soutenue par un certain nombre d'organisations et par sa pratique en rupture avec la médecine actuelle, pourrait permettre aux usagers l'appréhension politique des problèmes de santé.

## ENVIRONNEMENT

### Après La fête de l'auto, .....

....

N'ayant pas de voiture et ne pouvant prendre les vélos, en raison des enfants en bas-âge, nous étions les seuls - 3 adultes, 4 enfants, à avoir rejoint en autorail puis à pied le point de ralliement de la Gandonnière, samedi 1er mai. Bien sûr, choisie, acceptée ou subie, la bagnole est une réalité populaire que l'on ne peut nier. N'empêche qu'il est permis de rêver : la veille les cheminots étaient en grève, sollicités, ils auraient peut-être accepté de favoriser un déplacement en groupe jusqu'à Sucé, double propagande pour eux et pour l'Erdre.

Il faut bien reconnaître :

### Nous voulons :

#### • des transports publics fréquents, réguliers

Ce qui implique : limitation de la circulation et du stationnement auto.

Ce qui permet : abandon des projets auto-rutiers coûteux et destructeurs (pénétrantes Nord, Est et Ouest, Rocade du Centre, etc...)

#### • les trottoirs aux piétons

Actuellement, ils sont étroits, envahis de parcmètres, de voitures en stationnement illégal, les passages réservés avec ou sans feux n'offrent aucune sécurité.

#### • la sécurité pour les cyclistes.

Moins polluants, moins encombrants et moins coûteux, les vélos sont aussi plus exposés aux dangers de la circulation. Nous exigeons : des pistes cyclables chaque fois que cela est possible, le respect réel des limitations de vitesse.

#### • l'utilisation des fonds publics pour les vrais besoins

Pas une crèche municipale dans tout le grand Centre, "faute de crédits", mais on n'en manque pas pour autoroutes, parkings, carrefours supprimant arbres et habitations, en accélérant une circulation déjà meurtrière (80 morts, et 3 000 blessés par an dans l'agglomération nantaise).

#### • Les responsables?

Les Pouvoirs publics et nationaux et locaux, qui choisissent en faveur des spéculateurs et groupes de pression, mais aussi des individus qui ne veulent pas changer d'habitudes pour le bien de tous.

### Réagissez !..

# LE FESTIVAL DES JEUNESSES COMMUNISTES

3 000 entrées le week-end dernier au Festival des Jeunes communistes de la Loire Atlantique, Maine et Loire, Mayenne et Vendée à la Beaujoire.

Les forums annoncés ont eu lieu, le matin à 10 H 30 alors qu'étaient présents environ 800 jeunes, sans doute pour une très forte proportion adhérents aux J.C. Sur le tract d'appel, il n'était pas précisé l'heure des débats...

Cinq forums se sont tenus.

## "VOIES DE PASSAGE AU SOCIALISME"

Le plus intéressant quant aux questions politiques qu'il soulève...

"Voies de passage au socialisme" était aussi le mieux encadré (par Popere, du B.P. du P.C. et Guillou du B.N. des J.C.).

Après une courte introduction sur les positions du PCF, les gens étaient "autorisés" à poser des questions. Un détail qui a de l'importance, le micro était fixe et contrairement aux autres forums, il était difficile de l'avoir. Un exemple : un militant parle dans le forum, il n'a pas le micro, seule la tribune entend, et avant de répondre, la tribune résume elle-même l'intervention qui a été faite. A noter que les principaux intervenants étaient soit des militants révolutionnaires, soit des militants des J.C./P.C. s'interrogeant sur le problème de la dictature du prolétariat, et la façon (peu démocratique) dont s'était menée la discussion pour le 22ème Congrès du P.C.F. A une question demandant "mais jamais nulle part il n'y a eu d'exemples de passage pacifique au socialisme" Popere a répondu : "C'est vrai, quoique en Algérie..."

## LE FORUM ARMÉE

où la discussion a porté principalement sur le syndicat de soldats, les revendications à mettre en avant, les comités.

Un soldat a demandé pourquoi à Angers, la CGT et la CFDT avait refusé une salle au comité : réponse gênée : "Nous ne sommes pas responsables de la CGT".

## LE FORUM EMPLOI

où ont été discutés l'organisation des chômeurs et la politique économique du programme commun.

A noter, ce qu'a dit un dirigeant des J.C. "les comités de chômeurs, c'est bien, mais c'est nettement insuffisant. Il faut adhérer aux J.C., car seul le socialisme supprimera le chômage".

Le leitmotiv "renforcer le parti", "adhé-

rer aux J.C.", c'était les seules perspectives offertes aux gens présents, quel que soit le débat.

## - LE FORUM ENSEIGNEMENT

## - LE FORUM : COMMUNISTES ET CHRÉTIENS

qui était le forum le plus important. Certains y ont expliqué qu'ils étaient "communistes et chrétiens", que "le matérialisme dialectique, c'est secondaire", que "maintenant, l'Eglise reconnaît la science donc, on peut être marxiste" et on a eu droit à l'inévitable conclusion : il y a place pour tout le monde dans l'union du peuple de France, "ceux qui croient au ciel, et ceux qui n'y croient pas".

Environ, 600 personnes ont participé au débat ; il faut remarquer la très faible participation des militants des J.C. au débat.

Vu, l'heure où étaient les forums, il semble qu'ils étaient davantage là pour former, homogénéiser les militants des J.C. que pour ouvrir un débat.

## LE MEETING

L'après midi s'est ouvert avec le meeting, où il a été rappelé que "les J/C étaient ouvertes aux jeunes gaullistes, aux jeunes trompés par Giscard, à ceux qui devaient même ne pas faire de politique".

Le fond du podium était très étudié : 7 panneaux de rouge + 4 bleu + 4 blanc (un peu moins de la moitié de rouge, mais quand même plus que de bleu et de blanc) sur lequel était écrit "Une vie plus juste, plus belle, un socialisme aux couleurs de la France".

A la fin du meeting l'Internationale est lancée par la sono... des poings se lèvent... Un JC, sourire aux lèvres passe dans les rangs et dit à tous ceux-là "Depuis le 22ème Congrès, ça ne se fait plus, baissez le poing"... des poings se baissent. Quand les chanteurs argentins quitteront la scène, ils lèveront le poing, seuls...

Après, c'est Nougaro, et après, tout le monde s'en va.

## "ADHÈRE, C'EST PAS CHER"

On était littéralement agressé depuis l'entrée sur le thème "adhère" ou "adhère, c'est pas cher, 1 F". Répondre pourquoi justement on adhère pas aux J.C., c'était un moyen (le seul ?) de créer des.../...

poles de discussion (dans la mesure où aucun stand n'était prévu pour). Discussions intéressantes sur le programme commun et le débouché politique aux luttes, le Chili, le Portugal, où bien souvent, les adhérents des J.C. se montraient très vulnérables et très perméables aux explications des révolutionnaires. Discussions qui n'ont pas plu à tout le monde puisqu'un groupe de "vieux militants du P.C.F." a voulu dissoudre les groupes en disant "discutez pas avec

ces mecs là, ils sont payés par Ponia" et "Comment pouvez-vous expliquer qu'à la poignée qu'ils sont, ils peuvent coller autant d'affiches". Quelques personnes autour ont réagi vivement et ça s'est arrêté là. Néanmoins, un S.O. discret et léger a suivi pendant le reste de la journée les "dangereux provocateurs gauchistes Ponia". A noter aussi que Varin signait son bouquin "Jeunes comme J.C." dans lequel il y a un chapitre "le travail anti, l'antimilitarisme tradition du mouvement ouvrier". Mais comme on nous a dit "c'est comme la dictature du prolétariat, ça a été vrai, mais ça ne l'est plus".

Au total : 230 adhésions aux J.C., 60 au P.C

Une lectrice A.P.L.

## ENVIRONNEMENT

### ERDRE .....

Suite au succès populaire remporté par la journée du 1er mai, succès encore jamais vu dans la lutte pour le libre accès aux bords de l'Erdre, le Comité pour l'accès aux Bords de l'Erdre entend bien continuer l'action.

Il est important de dresser le bilan de cette journée et de penser aux actions qui ne manqueront pas de suivre.

Pour cela, le C.A.B.E. compte organiser une réunion générale, prochaine-

### ...L'Action.. continue.....

ment et nous lançons un appel à toutes les personnes :

- Qui ont pris des photos, des films...
- Qui ont des renseignements recueillis lors des rallyes du samedi matin 1er mai.
- Qui ont envie de dire ce qu'ils pensent du 1er mai.

Pour qu'elles entrent rapidement en contact avec le Comité (cf. bonnes adresses) N.B. Il paraît que certains propriétaires ont déjà porté plainte suite au 1er mai. (affaire à suivre)

Correspondant APL CABE

## CINEMA

L'Association Nantaises de Rencontres Cinématographique présente:

### KAFAR KASSEM

Le Jeudi 13 mai 20h30 Salle Vasse  
film palestinien de Boran Alaoui

### L'OLIVIER

Le Jeudi 20 mai 20h30 Salle Vasse  
film français sur la Palestine, présenté par Naboui avec Comoli

Ces 2 films doivent intéresser les militants et tous ceux qui veulent connaître et comprendre la lutte du peuple palestinien contre le Sionnisme et pour sa libération soiale et nationale. Ces films s'inscrivent dans une série de films sur le présent que l'ANRC a inauguré le 6 mai avec Milestone: film américain sur le désaroi des générations de radicaux américains après les manifestations contre la guerre du Vietnam et après la grande révolte de la jeunesse. Il serait dommage qu'une telle initiative reste réservée à une petite "élite" de cinéphiles qui bien souvent consomment les films sans trop se soucier de leur rapport avec l'histoire qui se fait. Que chacun se sente concerné par la diffusion de films que le circuit traditionnel ignorent.

L'ANRC présente aussi au Katorza 3 du 19 au 24 mai le film de Comolli "La Cécilia" C'est l'histoire d'une communauté agraire au Brésil par des anarchistes italiens au 19ème scle

## Les mois passent..... La menace nucléaire se précise.

Après plusieurs mois de luttes anti-nucléaires en pays de Loire, il nous est apparu nécessaire de faire le point.

Le pouvoir avait en 1975 concentré son action sur les sites entre Ancenis et Angers, et s'est heurté à une forte mobilisation concrétisée par: Plusieurs manifestations massives - Les prises de positions de plusieurs conseils municipaux hostiles à l'implantation de centrales (Liré-Varades-St Georges) - Le succès sans appel des référendums de Montjean et Liré.

Mais ces premiers acquis de la lutte ne doivent pas nous faire perdre de vue qu'aucune décision n'a encore été prise en ce qui concerne notre région.

Depuis novembre, le pouvoir sévit sur l'estuaire: 8 communes sont touchées par une éventuelle implantation de centrale: Le Pellerin, Cheix en Retz, Rouans, Vue, Frossay, St Viaud, St Etienne de Montluc, Couëron. L'arrêté préfectoral y autorisant des sondages géologiques est paru le 19 novembre 1975.

Parallèlement, le pouvoir entame une intoxication massive orchestrée par le sénateur Chauty maire de St Herblain, rapporteur au sénat des questions d'énergie (etc..) Depuis Chauty se démène: Il écrit deux articles pseudo-scientifiques dans la presse locale - Il rédige une brochure, qu'il envoie accompagnée d'une lettre, dans chaque foyers de ces 8 communes (25.000 habitants en 1968 au total); laquelle brochure vente bien sûr les mérites du nucléaire pour notre région... Mais accuse aussi des "groupes organisés" d'utiliser la lutte anti-nucléaire pour satisfaire des "ambitions personnelles" (!!!) - Il organise des réunions privées (voire secrètes) avec les élus municipaux.

### **200 Personnes Assiegent...**

des comités se sont créés ou sont en voie de création sur Le Pellerin, Couëron, Rouans. Plusieurs réunions d'information ont eu lieu.

Déjà l'impact de ces comités est suffisamment large pour que, spontanément une manifestation de 200 personnes assiège une de ces réunions privées, organisées par Chauty un soir, à la mairie du Pellerin. Les habitants de Cheix en Retz ont, quant à eux, renvoyé massivement la documentation que Chauty leur avait fait gracieusement parvenir.

Mais au delà de cette volonté d'implanter une ou plusieurs centrales dans la région, le pouvoir doit pour mettre en place le programme "tout nucléaire", se donner les moyens d'assurer la fourniture en uranium enrichi et le retraitement des déchets.

Or jusqu'à présent, l'uranium enrichi doit être fourni à la France par les U.S.A. Alors que la première usine d'enrichissement "Eurodif 1" n'est pas encore terminée sur le Rhône, des informations récentes (O.F. du 12 mars 76) font état de la construction possible de la deuxième usine Française "Eurodif 2" en aval de Nantes. Le fonctionnement d'une telle usine nécessiterait un lot supplémentaire de centrales à proximité. La menace du nucléaire ne se réduit donc pas à l'implantation d'une seule centrale en pays de Loire.

Enfin, pour ce qui est du retraitement des déchets, l'usine de la Hague (Manche) qui absorbe difficilement aujourd'hui les déchets provenant de l'Europe entière et même du Japon, ne saurait fonctionner avec toutes les garanties voulues pour la population et les travailleurs dans le cadre d'un tel programme.

### **RASSEMBLEMENT NATIONAL**

En liaison avec le comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire (C.R.I.L.A.N.) de Basse Normandie, nous appelons dès maintenant au RASSEMBLEMENT NATIONAL CONTRE LA POUBELLE ATOMIQUE DE LA HAGUE, le dimanche 6 juin (pentecôte)

A cet effet, un car est prévu au départ de Nantes: Inscription au C.R.I.N. (Faculté des sciences B.P. 1044) ou à la Librairie 71.

## UNE MOBILISATION INEGALE DANS LES LYCEES

Depuis les vacances de Pâques, on a assisté à de nombreuses mobilisations sur les lycées, tant dans toute la France qu'à Nantes. On a constaté des difficultés à l'intérieur du mouvement tout d'abord à se créer puis à se maintenir ; difficultés dues aux échecs des mouvements précédents ;

La mobilisation est de fait, très inégale, et surtout constituée de crises spontanées : ses structurations restent inexistantes, l'auto-organisation des lycéens reste à obtenir.

Tout de même quelques acquis : vidage des tables et chaises à Clémenceau, Comité unitaire profs-parents-élèves contre la réforme Haby à la Chauvinière ; appel commun des profs et des élèves pour la journée d'action du 7 mai aux Bourdonnières.

Pourtant, il y avait place pour une grande mobilisation du fait de l'usure de ce pouvoir minoritaire. Si cette mobilisation n'a pas eu lieu, c'est en grande partie dû au refus de participations des directions syndicales enseignantes et à leur volonté de préférence continuelle à des négociations à la demande de l'abrogation pure et simple des décrets HABY et SAUNIER-SEITE.

A l'heure actuelle, il est nécessaire de rester mobilisés, pas de négociations jusqu'à l'abrogation !

Ainsi, à la Chauvinière, journée porte ouverte samedi 8 ; à Clémenceau, journée unitaire profs-élèves, de popularisation jeudi 13.

C'est aussi en renforçant les structures de luttes unitaires et permanentes dans tous les lycées que nous nous donnerons les moyens de continuer la lutte en cette fin d'année et dès le début de l'an prochain.

Groupe d'Action Unitaire Lycéen (Clémenceau) —> G. A. U. L.

## PROCES D'UN LYCEEN... (Vendredi 7 MAI)

Huit mois avec sursis et 500 F d'amende.

C'est la condamnation qui a été demandée par le Procureur au Tribunal, contre un lycéen inculpé de "port d'armes prohibé" (un lance-pierre !) à la suite de la manifestation du 22 avril contre la réforme HABY/SOISSON.

Jugement en délibéré le 21 mai.

## CHATEAUBRIAND: des AUXILIAIRES LICENCIÉS.

Au lycée de Chateaubriand, 3 maîtres auxiliaires ont obtenu une note administrative inférieure à 16/20 :

Pour eux cela équivaut à un licenciement car ils ne retrouveront pas de poste l'année prochaine. Les sections syndicales SNES, SNETAA, SGEN, SNETP, CGT ont décidé une grève reconductible jeudi dernier à 14 H, pour exiger une note administrative supérieure à 16 qui permette à tous les personnels actuellement en poste de retrouver un emploi.

Par ailleurs, la Section SNES de Chateaubriand a lancé un appel à toutes les sections d'établissement demandant au bureau départemental de réunir une assemblée générale des syndiqués afin d'envisager la poursuite de la lutte pour :

- Le réemploi des maîtres auxiliaires,
- Des créations de postes
- La remise en cause de la réforme Haby.

(Thèmes de la journée d'action nationale du 7 mai).

Pour la section de Chateaubriand, les seules journées nationales, 7 mai et 18 mai, prévues, sont insuffisantes pour obtenir gain de cause.

## FACS: LA GREVE EST REVOTÉE. (POUR LA SEMAINE DU 3 au 10 MAI)

La grève continue dans les Facultés.

Elle a été reconduite par des Assemblées générales nombreuses. Mardi en Droit-Sc. Eco, lundi et jeudi en Lettres, Jeudi en Sciences. C'est le problème des examens qui est débattu maintenant à l'ordre du jour dans chaque A.G :

Décider des modalités de passage.

## NANTES : FIN DE LA GREVE DES LOYERS DANS LES CITES.U

(cf. APL 128)

Depuis février, les étudiants réunis en comités inter-cités refusaient de payer leur supplément de loyer (passé de 140 à 180 F, 1970 : 90 F, soit plus 100% en 5 ans). L'isolement des cités de Nantes face à une action entreprise nationalement à son début n'a pas permis de gagner contre

l'augmentation, malgré la promesse d'un budget plus important pour le C.R.O.U.S. et la création de commissions étudiants-administration, sur la mixité, les conditions de vie, les critères d'entrée en cité.

Pas de nouvelle non plus de la salle culturelle réclamée depuis 10 ans. Un point positif, les résidents se sont maintenant organisés en comité.

## LUTTES OUVRIERES

### LA GREVE CONTINUE DANS LES BRASSERIES

A l'appel de la CGT et de la CFDT, la grève continue dans les 15 usines du groupe Société Européenne de Brasseries. pour :

- La garantie et la progression du pouvoir d'achat,
- La Sécurité de l'emploi (le projet de restructuration du groupe ramène le nombre d'usines maintenues à 5, Nantes n'y est pas...)
- La prime de vacances, le 13 ème mois, la 5ème semaine de congés payés et la pré-retraite à 60 ans.

La réunion du Comité Central d'entreprise n'a été qu'une réunion de travail : la proposition de la Direction (plus 0,70 % en janvier, plus 1,50 % pour compenser la réduction du temps de travail d'été avancée au 1er février, plus 50 F de prime d'ancienneté) ont été repoussées par l'Assemblée Générale.

Vendredi matin, la grève a été reconduite jusqu'à lundi.

### BRISSENEAU ET LOTZ

Toujours pas de nouvel accord d'entreprise après 7 réunions.

Au contraire, la Direction réprime le mouvement : 6 travailleurs ont été mis à pied et ont vu leur horaire réduit.

La grève a été décidée pour lundi ... (à suivre)...

### M.I.N. : QUAND EST-CE QU'ON DORT ?

Les mandataires et grossistes du M.I.N. s'apprêtent à faire signer un arrêté par le préfet qui obligera les ouvriers à travailler le samedi matin et tous les autres jours de la semaine de 2 à 3 H du matin jusqu'à 20 H avec un arrêt de 12 H à 16 H.

Ceci est en contradiction avec l'arrêté affiché à l'entrée du Marché et aux horaires pratiqués dans tous les marchés de France. Ces horaires avaient été obtenus

après de longues discussions entre les délégués représentant les mandataires et le syndicat du M.I.N.

Si un nouvel arrêté autorisait les employeurs à changer l'horaire en application qui donne satisfaction à tous, la CGT se verrait dans l'obligation d'appeler les ouvriers du Marché à manifester leur mécontentement et ce, avec l'appui du Syndicat des Dockers.

### LA ROCHELLE : METALLOS EN GREVE

Les 4 000 métallos de La Rochelle sont toujours en grève depuis le 21 avril pour la modification des grilles de salaire. Mercredi midi, ils ont pique-niqué dans le Centre-ville. Après ALSTHOM, ce sont maintenant les piquets de grève D'ELCATEL (Télécommunications)

qui sont expulsés par suite d'une requête de la Direction au Tribunal des Référés. 18 délégués syndicaux ont été cités à l'audience jeudi dernier, pendant que les grévistes manifestaient en ville.

## (17) LUTTES OUVRIERES

### CLISSON

17 licenciements envisagés à la menuiserie DELHOMMEAU (50 salariés) implantée depuis 2 ans.

### CAMPBON

La Gérante de l'Agence Postale de CAMPBON, en grève depuis le mois de novembre a décidé de rouvrir son Agence.

Elle n'a cessé d'agir auprès des Pouvoirs publics et à tous les niveaux pour qu'une solution favorable soit trouvée, que désormais, tout revenu de gérant d'Agence Postale soit indexé au minimum sur le SMIC et garanti par un véritable statut.

## LUTTES PAYSANNES

### CHEIX EN RETZ

Au Tribunal de Paimboeuf, c'était la demande en réparation de la salle de traite des Mouillé contre leur propriétaire RONDINEAU - (cf. APL 124) - qui était jugée.

RONDINEAU avait détruit la salle avec un bulldozer au mois de juillet dernier. Les MOUILLE réclamaient 4 947 F en règlement des factures de réparation. Le jugement est reporté dans 15 jours.

## COMMUNIQUÉ P.T. AU SUJET DU MEETING DE SOUTIEN AUX VITICULTEURS.

Le mois dernier, un meeting était proposé peu après les événements de Montredon, avec la participation de deux viticulteurs des Comités d'action de l'Aude, Jacques Mestre et Jean Valiade, qui avaient acceptés un long déplacement. La CGT s'étant retirée, puis la CFDT, la FDSEA en avaient fait autant, sabotant ainsi le meeting proposé en commun.

Les problèmes dramatiques du Midi viticole restent aujourd'hui posés. Albert Teisseire, inculpé sans preuves d'avoir tiré sur les CRS, reste en prison. Un profond mouvement de solidarité vers une catégorie de travailleurs touchée de plein fouet par la situation économique et par la répression est toujours nécessaire.

En Loire-Atlantique, la réponse à l'appel lancé pour une action unie le 29 avril, le jour même où 100.000 travailleurs du Midi défilaient dans Montpellier, a été un bref communiqué de presse. Ce communiqué est muet sur la libération d'Albert Teisseire. Il est signé CGT, CFDT, FDSEA, mais pas Paysans-Travailleurs: la CGT ayant fait de cette exclusive le préalable à toute signature commune, quelque soit le texte. Pour quelle raison? "les paysans-travailleurs sont un groupement aux contours mal définis". Pour nous, notre action est claire. Elle se situe au niveau de la défense des intérêts des travailleurs exploités de l'agriculture. On peut le voir sur le terrain: la Vigne-Marou, Mésanger, récemment 1

le soutien à Saunier-Duval. L'attitude de la CGT n'est pas une surprise, ce qui nous surprend, c'est autre chose: sur trois organisations, l'une fait blocage, les 2 autres (CFDT et FDSEA) cèdent, tout en reconnaissant n'avoir jamais délibéré la-dessus dans leurs structures. Il y a là un comportement nouveau, surprenant de la FDSEA de Loire-Atlantique, toujours prête à s'engager aux cotés des Paysans-Travailleurs, quand il y a accord sur les objectifs, quelques soient par ailleurs les petites frictions entre les deux organisations.

Que signifie ce comportement? Quelle est donc cette conception de l'unité qui consiste à capituler sans conditions dès que la CGT élève la voix? Comment comprendre le refus de la FDSEA, ces jours derniers, de passer dans les colonnes du Paysan Nantais une lettre d'explications des Paysans-Travailleurs? le Paysan Nantais, journal de la FDSEA a consacré 4 lignes au meeting avec les viticulteurs, et les paysans, adhérents à la Fédération, qui n'ont pas compris le retrait de leur syndicat du meeting, sont restés sur leur faim. Pour nous, il y a là un réel danger. Tout le monde fait des erreurs, les divergences d'appréciations sont normales. Mais si on doit entrer dans un univers d'appareils, où celui qui tape le plus fort sur la table l'emporte, tandis que les militants de base ont le droit de se taire et de ne rien savoir, on n'obtiendra jamais rien de bon. Car l'unité réelle s'obtient par la mobilisation des travailleurs, pas dans la passivité, par la clarté. Chacun doit pouvoir s'informer et juger.

## Répression - en centre de vacances.

A 1'heure où des éducateurs de la région Nantaise sont inculpés pour avoir distribué des préservatifs à des adolescents, des animateurs d'un centre de vacances sont victimes de la même morale rétrograde.

En février 75, une équipe d'animateurs de centre de vacances se constitue pour préparer le séjour de juillet 75 à la colonie FAL de Nantes à Saint-Martin Valmeroux dans le Cantal (enfant de 10, 12 ans). Cette équipe choisit différentes options, parmi lesquelles, le libre choix pour les enfants de se mettre en chambre mixte ou non. Ces options sont exposées lors d'une réunion avec les parents qui les adoptèrent sans problème. La FAL de Nantes, informée de ces options n'emet aucun avis défavorable (plusieurs centres de la FAL fonctionnent de cette façon depuis plusieurs années: chambres mixtes, douches mixtes). Ces options se trouvent réalisées dès le début de la colonie où les enfants choisissent leur chambre. Une semaine plus tard, suite à un coup de téléphone anonyme dénonçant ces expériences de mixité dans les centres de la FAL, pressé par la jeunesse et les sports de Nantes, l'inspecteur Demazière (de jeunesse et sport du Cantal) procède à une inspection du centre.

Son attitude, dès le début de cette inspection, est celle d'un fonctionnaire dérangé dans sa routine administrative et décidé à user de son pouvoir pour réprimer une expérience non reconnue par les textes. Ses propos sont très agressifs: "Si vous continuez, j'appelle les gendarmes, etc..." "boutonnez votre chemise!". Refusant de répondre à toutes nos questions, il voulut repartir, nous laissant supposer l'éventuelle fermeture du centre. C'est alors que le directeur et le directeur adjoint le saisissent par le bras afin qu'il s'explique devant le groupe d'encadrement. L'inspecteur Demazière se débat, crie "au secours", puis s'enfuit. L'inspecteur Demazière parlera dans son rapport d'inspection de "coup de manchettes" et "d'hématomes à la nuque". Quelques temps

après l'inspecteur revient, accompagné de gendarmes, récupère son véhicule (non sans avoir vérifié s'il n'y avait pas une bombe placée dans son moteur), et quitte la colonie. Suite à cette visite, la jeunesse et les sports, par l'intermédiaire de la FAL nous enjoint de quitter le centre. N'ayant aucune information écrite de cet ordre, nous poursuivons nos activités à la colonie et ceci jusqu'à la fin du séjour.

Depuis, la machine administrative s'est mise en route. Le Secrétaire à la jeunesse et les sports interdit à la FAL de refaire des expériences de mixité dans ses centres. Des poursuites administratives sont engagées contre Jean Yves Delagrée et Bernard Nicolas. Une commission jeunesse et sport se réunira à Paris pour prendre des sanctions éventuelles (Demazière propose, pour ses deux agresseurs, une interdiction à vie d'exercer dans quelque mouvement de jeunesse que ce soit).

La répression du pouvoir se place donc sur deux tableaux:  
-LA MIXITE EN CENTRE DE VACANCES  
La législation actuelle interdit toutes chambres et douches mixtes. Il apparait donc anormal - sinon dangereux - que des enfants de 10 à 12 ans puissent dormir dans une même chambre, aussi anormal qu'ils puissent se voir nus sous la douche. Jeunesse et sport est maintenant décidée à interrompre toute expérience de cet ordre, qui recevait pourtant, l'accord de la majeure partie des parents: (réunis dès septembre, les parents de Saint-Martin Valmeroux soutiennent entièrement les éducateurs)  
-LES VOIES DE FAITS ENVERS L'INSPECTEUR. Les accusations portées par le rapport erroné de l'inspecteur Demazière. Celui ci parle d'impolitesse, de provocation et enfin de coup porté sur sa personne (manchettes etc...). L'inspecteur Demazière a - t-il l'imagination débordante, le phantasme facile, ou est-il décidé, par n'importe quel moyen, à s'acharner sur de "jeunes voyous dont il aurait pu être le père".

LE GROUPE D'INFORMATION

Renseignement: Yves Bled 72 Bd Michelet Nantes.

# FORUM... justice... travail social... sexualité...

Après le procès de l'éducateur et du président de M.J. inculpés déexcitation de mineurs à la débauche, le 10 mars, le comité de soutien rappelle la condamnation de l'éducateur à 4 mois de prison avec sursis. Ce dernier a décidé de faire appel de ce jugement.

- Pour dénoncer la pression exercée sur les travailleurs sociaux lorsqu'ils refusent de jouer le rôle d'intégration qu'on leur a assigné.

- A la suite de cette décision d'appel, le parquet de Nantes a fait appel à minima en dissociant une fois de plus le cas de l'éducateur de celui du président de la M.J. pourtant solidaires. Cette attitude démontre une fois de plus la volonté de faire un exemple.

Le comité de soutien, conscient que la seule décision d'appel n'est pas la seule lutte à mener, organise un Forum le samedi 15 Mai toute la

journée à l'école d'archi rue Massenet.

Il s'agit de faire avancer les débats surgis au cours de la mobilisation, et particulier chez les travailleurs sociaux, mais aussi chez ceux qui ont affaire (ou pourraient avoir affaire) avec le travail social et la justice.

S'éclaircir sur les trois thèmes abordés, c'est aussi élargir la mobilisation en vue de l'appel, et imaginer de nouvelles formes de lutte sur des fronts laissés pour compte jusqu'ici.

- Comment la lutte pour la libération de la sexualité peut-elle être un élément de la lutte que mènent les femmes contre l'oppression qu'elles subissent?

- Comment les travailleurs sociaux peuvent aider à dénoncer les causes réelles de la délinquance?

- Pour une justice des mineurs? Protection des mineurs ou de la société?

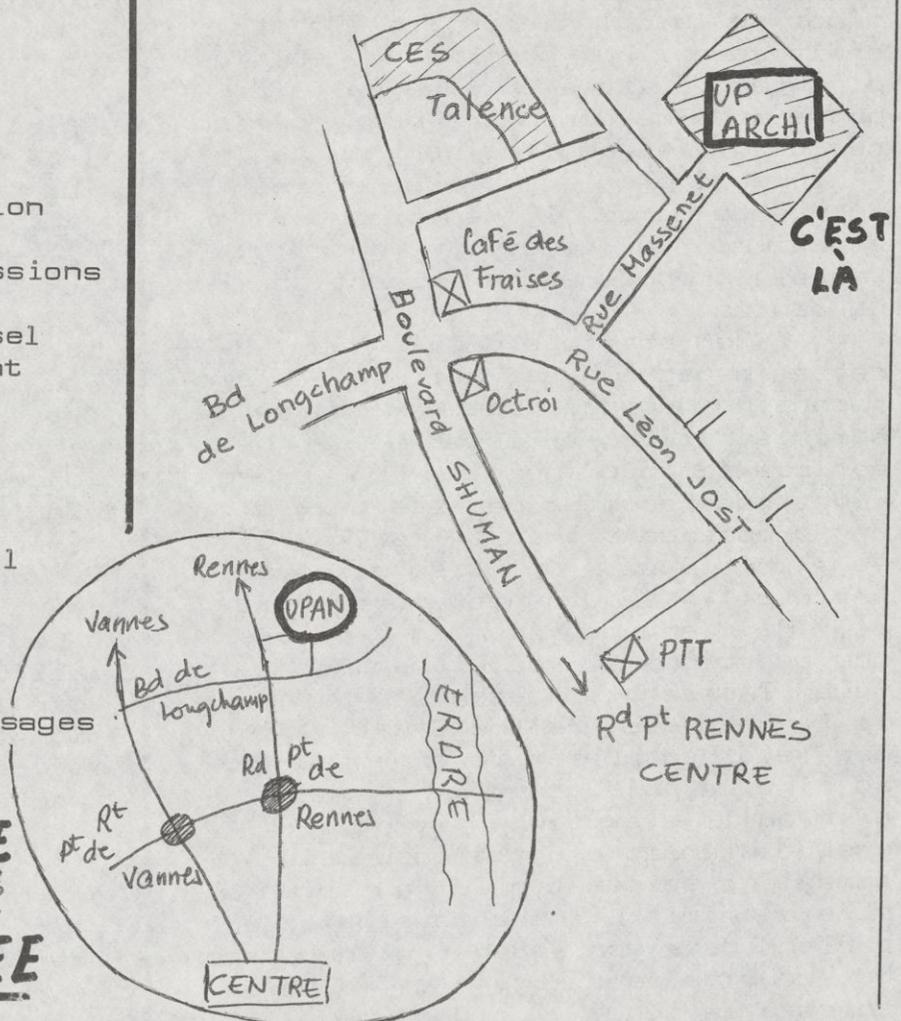
## PROGRAMME

- 10h 10h30 - Accueil
- présentation de la situation actuelle
- présentation des 3 commissions
- 11h30 - Films
- Pour une poignée de gros sel
- Les enfants du gouvernement
- 13h - Bouffe
- 13h30 - Théâtre
- Les marchands de ville
- 15h 18h - Commissions
- Justice des mineurs
- Délinquance, travail social
- Sexualité
- 18h30 - Débat général
- 19h30 - Bouffe
- 21h - Soirée
- Théâtre : La planète des sages
- Films

**APPORTER SA BOUFFE**

+ celle des copains distraits

**CRECHE ASSUREE**



# BERNARD Moreau ... Procès - Nantes - 18 Mai prochain.

Le procès de Bernad Moreau, insoumis du groupe G.I.T.- I.C.I. de Nantes aura lieu le 18 mai au Tribunal Permanent des Forces Armées de Reuilly à 13h.

Bernard:

- insoumis depuis février 75
- arrêté le 1 mai 75
- libéré après 22 jours de grève de la faim avec une réforme provisoire
- condamné le 10 octobre 75 à 2 ans de prison dont 1 ferme par le tribunal militaire de Rennes

- procès cassé le 2 février 76 pour vice de forme [Il n'y a pas de vice de fond dans ces tribunaux d'exception]

Depuis Bernard a été déclaré apte au service national et risque donc la peine maxima de 2 ans fermes. Le changement de région militaire ne doit pas empêcher une mobilisation qui, nous l'avons vu, influe sur la peine.

C'est pourquoi nous faisons appel à votre soutien et votre solidarité.

PARCE QU'IL REFUSE L'ARMEE,  
UN INSOUMIS NANTAIS RISQUE 2 ANS DE PRISON.

Bernard Moreau, membre du groupe insoumission totale de Nantes a été jugé par le tribunal militaire de Rennes, le 10 octobre 1975 et condamné pour refus d'obéissance à 2 ans de prison dont 1 ferme.

Son procès a été cassé le 2 février 1976 pour vice de forme et Bernard sera de nouveau jugé le 18 mai à 13h au tribunal permanent des forces armées de Reuilly.

Nous affirmons notre solidarité à Bernard et avec lui nous exigeons:

- L'ABOLITION DE LA JUSTICE MILITAIRE
- LA SUPPRESSION DES T.P.F.A.
- L'ABROGATION DES ORDONNANCES DE 1959
- LA LIBERATION DE TOUTES LES VICTIMES DE LA REPRESSION MILITAIRE

NOM	ADRESSE	PROFESSION	SIGNATURE

A envoyer au président du T.P.F.A.  
20 rue de REUILLY 75012 PARIS

## LA JUSTICE EN QUESTION: MJEP (S' NAZAIRE) 33 Bvd. V. HUGO

11 MAI 20h Film: "Le proces populaire de Lens"  
21h Débat avec: Le juge Pascal.

18 MAI 20h Film "pour une poignée de gros sel"  
21h Débat avec: M<sup>o</sup> Leclerc  
Des éducateurs, un juge d'enfants

25 MAI 20h Film "Mohamed Djab"  
21h Débat avec: M<sup>o</sup> Langlois  
M. Livroset

1<sup>o</sup> Juin 20h Film: " De qui dépend que l'oppression demeure"  
21h Débat avec M<sup>o</sup> Y. Choucq  
M<sup>o</sup> Pudlowski

8 Juin 20h TV-Vidéo: "Le syndicat de la Magistrature"  
21h Débat avec: Le syndicat, un avocat, des inculpés.

**5 FILMS - 5 DEBATS - 5 MARDI**

# - La manifestation du 1<sup>er</sup> Mai -

## quelques précisions et rectificatifs.

Le dernier numéro de l'APL rendait compte très rapidement de la manifestation du 1 mai à Nantes. Mais le camarade qui signait ces lignes les a écrites sans doute un peu trop vite! Et il faut apporter quelques précisions.

D'abord pour souligner que c'était la première fois depuis 68 qu'une manifestation syndicale avait lieu dans la rue, le 1 mai à Nantes! Et 2000 personnes à cette manifestation, pour reprendre une tradition ouvrière depuis longtemps interrompue localement. Ça méritait peut-être un peu plus d'attention!

Ensuite pour corriger deux affirmations erronées. Ce n'est pas devant la détermination de la base que les dirigeants syndicaux qui "jusqu'au dernier moment" n'auraient prévu qu'un meeting public, ont décidé la manifestation. L'intersyndicale CGT-CFDT avait décidé que le meeting se prolongerait en manifestation s'il rassemblait au moins 1500 participants (dans une première évaluation la barre avait été fixée à 500 !!)

Et ce n'est pas "la combativité des travailleurs et des étudiants" qui explique que cette année, les syndicats n'aient pu "faire moins que d'appeler à un rassemblement public".

Il est vrai que ni l'UL CGT, ni encore moins l'UL CFDT, n'avait très envie d'un rassemblement en plein air ou d'une manifestation! Mais les consignes confédérales étaient impératives: Le 1 mai 76 devait être "une journée de lutte exceptionnelle", et il fallait en prendre les moyens...

C'est donc bien sous la pression de sa confédération que l'UL CGT a proposé une manifestation!

Pour préciser aussi qu'en effet le rassemblement et la manifestation ont montré une réelle combativité. A noter l'arrivée des grévistes de la Meuse, en cortège de voitures hérissées de drapeaux rouges et dans un concert de klaxons.

La moitié du cortège syndical reprenait largement les mots d'ordre comme: "chômeurs, actifs, unis, vaincrons!" "ouvriers matraqués, immigrés expulsés, y'en a marre!" (variante: c'est tous ensemble qu'il faut frapper!) "Giscard Chirac dehors!" "le pouvoir aux travailleurs!" et l'internationale partait fort.

Et pour réparer enfin, un oubli regrettable en signalant la présence dans cette manifestation du 1 mai de deux cortèges dynamiques. Un cortège étudiant et lycéen, de 200 manifestants environ, et un cortège révolutionnaire lui aussi de 200 manifestants.

Ce cortège révolutionnaire avait été appelé par la ligue communiste révolutionnaire et lutte ouvrière. Il s'était regroupé derrière une grande banderolle où on lisait: "Chômage, vie chère et répression c'est tous ensemble qu'il faut frapper!"

Il s'agissait par cette apparition révolutionnaire autonome d'affirmer que le 1 mai 76 était plus qu'une journée "strictement revendicative" contrairement à ce que proclamait CGT et CFDT.

Il s'agissait d'affirmer que pour gagner contre ce pouvoir là, seule la voie des luttes d'ensemble était réaliste

correspondance LCR.

## SAINT-BRIEUC FÊTE DU PSU 15-16 MAI (FEDERATION BRETONNE)

Lieu de réjouissance populaire, cette fête sera également une occasion de rencontre pour les travailleurs, ouvriers et paysans, les jeunes, et tous ceux qui luttent pour le Socialisme.

**LE 15 : FEST-NOZ VRAZ**  
(21h. Salle Robien) (6F)

**LE 16 FÊTE EN PLEIN AIR**  
(SUR LES PROMENADES) (gratuit)

# spécial P-T

## COMPTE-RENDU DU COLLECTIF DU JEUDI 6 MAI

1) Soutien aux viticulteurs du Midi(suite).Un communiqué est publié dans l'APL. Un groupe de travail doit démarrer dans le sud du département à partir de l'idée suivante : développer les contacts avec la catégorie de viticulteurs qu'on oublie facilement, qui produit des vins courants souvent en plus d'autres productions, et qui n'a pas une situation aussi favorable que les producteurs spécialisés en gros plan et muscadet etc...Le groupe est chargé d'écrire aux gars du midi: bilan du meeting, que fait-on pour Teisseire, qui est toujours en taule. O leur commande 10 exemplaires de leur livre "la révolte du midi".

2) Problèmes Fonciers. Suite à la proposition de Blain, il est décidé de recontacter en priorité les membres de l'ancienne commission foncière, puis de lancer une convocation aux cantons. Cheix en retz; Rondineau et son équipe ont recommencé les provocations, presque journalières maintenant, depuis un mois, ayant sans doute constaté que l'expulsion n'avait pas eu lieu. L'équipe de la Fédération qui mène l'affaire sur place hésite entre deux positions: ne rien faire et attendre, ou reprendre des initiatives permettant aux Mouillé un soutien grandissant. Dans ce cadre intervient la proposition, faite en commun par les P-T et les syndicats de Saunier-Duval, d'une rencontre ouvriers paysans le 13 juin chez Armand et Henriette Mouillé. La proposition est en discussion à Cheix décision ces jours-ci.

3) Le prochain collectif sera convoqué dans le prochain APL.

4) Pour l'équipe de Nozay: l'animateur ayant été empêché de venir à la réunion la veille de son départ en clinique, pouvez vous le recontacter à la Chambre à partir de Mardi.



# POUR LA LIBERATION DE LE GALL

• A Nantes début mai, s'est créé un comité de soutien à Romain Le Gall.

Le Gall militant ouvrier à Lorient est inculpé avec 4 de ses camarades de reconstitution du Parti Communiste Marxiste Léniniste de France dissous en juin 68.

Fils de petit paysans de Plouhinec (Morbihan) Le Gall a consacré toute sa jeunesse au service du peuple. Membre du bureau départemental CFDT des personnels communaux du Morbihan, il a toujours bénéficié de la confiance de ses camarades de travail et de tous ceux qui l'ont connus.

Les militants Lorientais ont été arrêtés en violation complète des lois actuelles sans le moindre élément autre que la présomption et sont déférés devant la cour de sûreté de l'état.

Seul Le Gall demeure incarcéré à Fresnes. Le comité de soutien aux inculpés Lorientais appelle tous les travailleurs, tous les antifascistes à se joindre à lui, à intervenir auprès de leurs organisations en particulier syndicales pour imposer la libération immédiate de Le Gall.

Il agira pour la libération de tous les emprisonnés politiques corses, bretons et de Tisseyre le petit viticulteur du midi, pour la levée de toutes les inculpations, pour la dissolution de la cour de sûreté de l'état.

Le comité appelle à participer à la manifestation inter-comité à Lorient le 15 mai.

Une réunion d'information se tiendra le jeudi 13 mai à la Fraternité Protestante rue Amiral Duchaffaut à 20h30.

Pour toute prise de contact s'adresser à la librairie 71.

APL NOTE: Bertrand Kiriger et André le Gall ont commencé mercredi une grève de la faim illimitée dans la crypte de l'église Saint Louis à Lorient. Ils demandent également la libération de Perig Loquet (APL 139) militant breton emprisonné à la Santé, qui risque une amputation de la jambe droite s'il n'est pas soigné.

Comité de Soutien  
à Romain Le Gall

## INTERNATIONAL

# NON aux oranges OUTSPAN d'Afrique du SUD

Une vingtaine d'organisations syndicales, familiales, politiques et autres ont déjà été contactées pour la constitution d'un comité d'information sur l'Afrique du Sud et la campagne anti-Outspan.

Tous les mouvements non encore contactés ainsi que les personnes qui se sentent concernées par ce problème sont invitées à la réunion de création du comité Nantais

MERCREDI 12 MAI A 20 H 30

FRATERNITE PROTESTANTE RUE AMIRAL DUCHAFFAUT

Ceux qui produisent les oranges Outspan sont des noirs surexploités: 14h de travail par jour, un salaire de 140 F par mois.

C'est le régime de l'apartheid: Exploitation de 18 millions d'Africains par 4 millions de blancs.

Acheter une orange Outspan, c'est soutenir un régime raciste. Vorster, premier ministre d'Afrique du Sud, a d'ailleurs dit: "Chaque fois qu'un produit d'Afrique du Sud est acheté, c'est une brique de plus apportée au mur qui maintient notre existence" (Vorster 1972)

# QUEST apl information

...UN BULLETIN HEBDOMADAIRE DIFFUSE A PLUS DE 900 EXEMPLAIRES, lu et soutenu par différents groupes (écoles, usines, quartiers objecteurs, paysans-travailleurs, etc....) se veut pour : "UNE INFORMATION AU SERVICE DES LUTTES POPULAIRES !"

L'APL, résolument engagé pour la suppression du système capitaliste, veut garder une large ouverture à tous les courants révolutionnaires et progressistes, et pour cela refuse d'être lié à un groupe quelconque.

NOS REUNIONS SONT OUVERTES A TOUS, LE VENDREDI SOIR, à 20h30 au 12 bis rue de l'Industrie (derrière la Librairie 71).

Librairie 71 : 29 r. J. Jaurès, T.73.82.48.  
Librairie EUZEN : rue Jean-Jaurès.  
Librairie J.VERNES : près pl. du Commerce.  
Café SURCOUF : Morrhonnière.  
Café LA NOE : la Jonelière.  
R.U. le TERTRE : mardi midi.  
Rue de Strasbourg : face à la Préfecture.  
BELLEVUE : Grande Place (Self-Information).  
BUAT : Tabac Journeaux  
ZOLA : Café Tabac place Zola.  
Tabac LUTETIA : 96, rue du Gal Buat.

**Achetez-le !** 

Café-tabac journaux, rue M. Sambron (Pontchâteau)  
Sillon de Bretagne St. Herblain  
Orvault, journaux.

**OU BIEN...  
Abonnez-Vous !** 

Un trimestre 12 n° = 15F - soutien 20F  
Un semestre 24 n° = 30F - soutien 40F  
Une année 48 n° = 55F - soutien 70F  
Laissez votre ordre en blanc, et envoyez-le à la "Librairie 71"...

## AH!.. LES BONNES ADRESSES ...

**CSOC** (Comité de Soutien aux Objecteurs de Conscience) et **GIT** (Groupe Insoumission Totale), tous les jeudis de 20h à 22h, 57 rue des Hauts Pavés.-  
**CNT-AIT** (Confédération Nationale du Travail, section française de l'Association Internationale des Travailleurs), 43 rue Felix Faure, Rezé, permanences tous les samedis de 15h à 18h.  
**APF** (Association Populaire Familiale), 2 rue Lamoricière.- **GASPROM**, 1 rue Léon Say, 74.65.59. permanences vendredi 19h-21h.- **CENTRE NANTES TIERS MONDE**, 9 rue des Hauts-Pavés, dispose d'un montage audio-visuel sur le pétrole et la faim au Sahel.- **CABE** (Comité d'Accès aux Bords de l'Erdre), Robert Chiron, la Vrière, La Chapelle sur Erdre, dispose d'un montage sur le problème scandaleux des bords de l'Erdre. Sur la manif de 70 un film de 20 minutes, une brochure de 120 pages sur les luttes menées depuis 6 ans.- **GSED-MFA**, 2ème dimanche du mois à 10 h., Café Modérno, quei Marcel Boissard, Trentemoult, 75.53.83.- **CRIN**, mercre-

di et vendredi, permanence de 17h à 19h rue de la Haute-Forêt (derrière le Restau-U.- **CAP** (Action Prisonniers), M.Gerin, la Mocquelière, 44800 St-Herblain.- **COMITE CHOMEURS CFDT** Permanence le mercredi de 15 à 17h, salle 106 à la CFDT, 37 rue Lamoricière, le mardi de 18 à 20h, Centre Social de la Bernardière, le 1er et 3ème mercredi du mois de 18h à 20h, Salle J.Louis (rue Louis Macé) à Rezé.- **COMITE CHOMEURS CGT**, permanence le jeudi de 14 à 16h, Bourse du Travail CGT, rue Arsène Lelaup.- **F.A.** (Fédération Anarchiste), permanence les 1ers mardis du mois de 18 à 20h, 43 rue Felix Faure à Rezé. Renseignements : Y.Doisy 96 rue Paul Bellamy, Nantes.